

niste puissant, la révolution socialiste n'y est pas à l'ordre du jour. À Postdam, l'une des décisions prises concerne le Vietnam qui est partagé en deux : au nord du 16^e parallèle les troupes chinoises du Kuomintang, au sud, les troupes britanniques doivent prendre la relève des forces nippones. Le Vietminh n'est donc pas reconnu comme force nationale de résistance aux troupes japonaises.

Dans ce cadre politique général, quelle attitude le Parti communiste français va-t-il adopter, comment va-t-il peser sur la situation ? Pour y répondre, il faut tenir compte de la force du Parti communiste français en 1945. Profondément transformé par 5 années de clandestinité, il dispose d'une organisation bien structurée, d'une audience importante qui font de lui le premier parti de France. Cette audience se reflète au niveau des élections. Le nombre de ses voix croît entre 1945 et 1946. En octobre 1945, le Parti communiste français recueille 5 millions de voix et a 150 députés. Le 10 novembre 1946, il dispose de 5 millions et demi de voix et de 156 députés à l'Assemblée. Ses effectifs quoique difficiles à évaluer, s'élèvent approximativement selon Annie Kriegel à :

1945 : 775.342 (nombre de cartes placées)

1946 : 804.229 (nombre de cartes placées)

1947 juin : 895.130 (nombre de cartes délivrées : le pourcentage entre cartes placées et cartes délivrées est 80 %).

L'Humanité en 1945, est le journal le plus lu : il a, selon G. Elgey 456.000 lecteurs.

Tous ces chiffres traduisent une implantation réelle du Parti communiste français, plus seulement limitée à la classe ouvrière, mais aussi aux classes moyennes. Dans les campagnes, grâce à l'organisation des maquis, le Parti communiste français est influent, par exemple, dans les régions de Toulouse, Montpellier, Limoges... Cependant les communistes ne cherchent pas à prendre le pouvoir car cette prise du pouvoir ne s'inscrit pas dans la stratégie mondiale du mouvement communiste. Le Parti communiste français se fixe pour objectif d'assurer « la renaissance de la France ». Une telle renaissance passe par :

- « le relèvement économique et moral » ;
- « la paix mondiale à laquelle s'opposent les cartels internationaux » ;
- « le maintien de l'union entre les grandes puissances » ;
- « le châtement des responsables de la ruine de la France ».

« L'unité nationale » représente « la condition absolue de la renaissance de la France ». Le Parti communiste français se déclare prêt à participer à un large gouvernement d'union nationale et démocratique. La question de la révolution socialiste n'étant pas à l'ordre du jour, tous les groupes armés réguliers doivent être dissous. Tel est le sens de la fameuse déclaration de Maurice Thorez : « Un seul gouvernement, une seule armée, une armée républicaine, une seule police. » Il s'élève contre « les prétendus

maquis qui se réorganisent, contre de nouvelles excitations aux attentats, contre les exécutions sommaires ». Le Parti communiste français prône le retour à la légalité républicaine. Cet objectif est d'ailleurs clairement formulé au Comité Central de janvier 1945 : « Nous qui sommes des communistes, nous ne formulons pas précisément des exigences de caractère socialiste ou communiste. Nous disons cela au risque de paraître tièdes, aux yeux de ceux qui ont constamment à la bouche le mot de révolution. » Il ne faut pas effrayer les classes moyennes afin de ne pas remettre en cause l'unité nationale.

Le retour à la légalité républicaine doit cependant s'accompagner d'une large démocratisation ; il faut doter la France d'institutions nouvelles et, en particulier, élire une Assemblée constituante souveraine, qui établisse une constitution nouvelle et démocratique.

Une autre condition de la renaissance de la France est la bataille de la production. Selon les dirigeants communistes, les trusts, les éléments vichyssois, les traîtres veulent la ruine de la France. Dans cette logique, Maurice Thorez peut affirmer que « la grève est l'arme des trusts » et Benoît Frachon que « produire est un devoir national et un devoir de classe ». Pour lutter contre les trusts efficacement, il faut donc gagner la bataille de la production ; il faut aussi procéder à la nationalisation des grands monopoles.

Pour mettre en pratique une telle politique, pour ne pas rompre l'unité nationale, le Parti communiste français fait des concessions : il accepte le gouvernement tripartite alors qu'il aurait préféré un gouvernement socialiste-communiste. Il se plie aux exigences de ses partenaires qui refusent de lui accorder de grands ministères (Guerre, Affaires Etrangères, Intérieur). Au nom du développement économique, le Parti communiste français s'emploie à freiner les revendications ouvrières, bien qu'au blocage des salaires, celui des prix ne fasse pas contrepartie.

Connaissant les objectifs du parti communiste au cours de cette période, il sera alors possible de mieux comprendre son attitude face au conflit indochinois et d'ébaucher une explication des raisons qui l'ont poussé à défendre l'Union française.

Avec le début de la guerre froide, alors que tombent tous ses espoirs de participation gouvernementale, le Parti communiste français durcit considérablement son opposition. Il affirme alors son appui aux mouvements d'indépendance dans les colonies. Va-t-il organiser un soutien pratique, prolongé, aux combattants du Vietminh ? Quelle place occupe le conflit indochinois par rapport à ses différents objectifs politiques ? Autant de questions qu'il faut se poser et auxquelles il faudra essayer de répondre.

Ensuite, on pourra se demander, lors de la fin du conflit, dans quelle mesure le soutien du parti communiste à la lutte du peuple vietnamien a contribué à sa victoire.

Enfin, pour tenter d'expliquer les raisons de telle ou telle position du Parti communiste français concernant la question étudiée, il s'est avéré constamment nécessaire de ne pas oublier que le Parti communiste français a toujours suivi fidèlement les orientations politiques que Moscou voulait lui voir suivre.

Quelques remarques méthodologiques doivent être faites, afin de délimiter les buts de cette étude.